**Commission de coopération environnementale
de l'Amérique du Nord**

**Session ordinaire du Comité consultatif public mixte n° 08-03
et
Atelier nord-américain sur la viabilité de l'environnement
et la compétitivité commerciale**

**tenus les 2 et 3 décembre 2008
à Puerto Vallarta, au Mexique**

Compte rendu de discussion¹

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord a tenu une session ordinaire les 2 et 3 décembre 2008 à Puerto Vallarta, au Mexique, dans le cadre de l'Atelier nord-américain sur la viabilité de l'environnement et la compétitivité commerciale organisé par la CCE.

Le présent compte rendu de discussion fait état de chacun des points à l'ordre du jour, de l'ensemble des décisions prises par les membres du CCPM, des mesures de suivi à prendre et des responsables de ces mesures (voir l'ordre du jour à l'annexe A et la liste des participants à l'annexe B).

On peut également se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de sa chargée de liaison, ou les consulter dans le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.CCE.org>>.

Mardi 2 décembre 2008

Mot de bienvenue et observations préliminaires de la présidente du CCPM

La présidente du CCPM, M^{me} Jane Gardner, souhaite la bienvenue aux participants et explique brièvement en quoi consistent le rôle et la structure du Comité. Elle précise qu'en 2009, la prochaine présidente sera M^{me} Nelly Correa, du Mexique. M^{me} Gardner indique que deux membres du CCPM sont absents, à savoir M^{me} Patricia Clarey et M. Gordon Lambert, et ajoute qu'il y a deux postes vacants au CCPM, un pour un représentant du Canada et un autre pour un représentant du Mexique. Elle souhaite la

¹ Avertissement : Le présent compte rendu de discussion a été établi avec soin et les membres du CCPM l'ont adopté, mais il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

bienvenue à deux nouveaux membres mexicains, MM. Martin Gutiérrez et Gustavo Alanis Ortega, ce dernier entamant son deuxième mandat. Les membres qui assistent à la réunion se présentent; il s'agit de M^{mes} Merrell-Ann Phare et Irene Henriques et de M. Jean-Guy Dépôt qui représentent le Canada, de M^{me} Adriana Nelly Correa Sandoval et de MM. Gustavo Alanis Ortega, Martín Alberto Gutiérrez et Carlos Sandoval Olvera qui représentent le Mexique, et de MM. Dinkerrai Desai et Ralph B. Marquez, et de M^{me} Patricia McDonald qui représentent les États-Unis.

M^{me} Gardner mentionne que l'atelier portera sur la viabilité de l'environnement et la compétitivité commerciale, et qu'il donnera lieu à des exposés de la part de représentants de divers secteurs, notamment les universités, les entreprises et les organisations non gouvernementales (ONG). Elle précise que ce sujet est opportun compte tenu de l'état de l'économie nord-américaine et du défi que constitue le fait d'essayer de continuer à protéger l'environnement tout en permettant aux entreprises de survivre dans les circonstances difficiles que l'on connaît.

Mot d'ouverture du directeur exécutif de la CCE

Le directeur exécutif de la CCE, M. Adrian Vázquez, commence son exposé en souhaitant la bienvenue à tous les participants et remercie le CCPM de l'avoir invité à l'une des plus importantes activités de la CCE depuis sa fondation. Il commence par expliquer en quoi consiste, à la CCE, l'Unité des communications sur les questions d'application, laquelle constitue un mécanisme novateur et le premier dans son genre, et permet de se pencher sur les demandes et les préoccupations des citoyens en ce qui a trait à l'application efficace des lois de l'environnement. À son avis, cette entité devra mener ses activités au-delà de Montréal afin de constater les nombreux changements qui se produisent dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Il précise que l'année passée, les responsables de l'Unité l'ont fait mieux connaître grâce, notamment, à la tenue de séances d'aide juridique et de diverses tribunes, ont élargi la portée des communications à la région Arctique et se sont rendus sur place pour analyser des communications.

M. Vázquez déclare aussi que dans le cadre du plan opérationnel de la CCE, les activités concertées aident les organismes à participer et à faire en sorte que l'Amérique du Nord soit plus compétitive dans le cadre d'une économie qui s'est mondialisée. Il soutient qu'en fonction du contexte politique, 2009 sera une année historique, peut-être même comparable à l'année de fondation de la CCE. Il ajoute que le CCPM a formulé des observations sur le Plan opérationnel de 2009 ainsi que sur le plan stratégique pour 2010 à 2015.

M. Vázquez fait état de certains des domaines dans lesquels la CCE a mené des activités. En premier lieu, il mentionne que le programme de conservation de la biodiversité a permis au gouvernement mexicain de rétablir la population de marsouins du golfe de Californie, une espèce en voie de disparition. Il indique que le ministre Elvira a joué un rôle prépondérant en contribuant à ce que le Conseil adopte une résolution pour que la CCE aille de l'avant avec ce projet en 2008. En deuxième lieu, le projet de gestion rationnelle des produits chimiques permet de faire reconnaître que ce type de gestion des

produits chimiques constitue un élément fondamental de la compétitivité en Amérique du Nord. Avec le soutien de l'Environmental Protection Agency (EPA) des États-Unis et la collaboration de spécialistes des trois pays, la CCE a mené des travaux au Mexique afin d'élaborer une stratégie destinée à éliminer le mercure dans le secteur de la santé, et de mettre sur pied des projets dans les trois pays afin de diminuer l'exposition aux polybromodiphényléthers (PBDE). Il mentionne aussi qu'en vue d'améliorer la qualité de vie et la compétitivité, la CCE continue de soutenir les travaux réalisés dans les trois pays en vue de renforcer les programmes relatifs à la qualité de l'air en Amérique du Nord. Il ajoute que dans le domaine de l'application des lois, la CCE constitue un canal idéal d'échange d'informations entre les avocats, les juges et les organismes juridiques. Il remercie par ailleurs le personnel du Secrétariat du travail qu'il a accompli au cours de l'établissement du Plan opérationnel de 2009, en précisant que la contribution du CCPM s'avérera très précieuse dans la mise en œuvre de ce plan.

M. Vázquez donne un aperçu des nouvelles possibilités qu'offre l'année 2009 en précisant que le programme de la CCE devra être pertinent sur le plan politique, et que c'est pour cette raison qu'elle cherche des possibilités d'accomplir des progrès à cet égard. Il déclare que lors de sa session ordinaire à Ottawa, le Conseil a recommandé de ne plus tenir de tribune pour discuter de questions telles que les changements climatiques, mais d'élaborer plutôt des stratégies qui permettent de connaître leurs programmes nationaux respectifs et d'y donner suite. Il estime important de mentionner que certains projets ont connu la réussite et de mettre un terme à d'autres qui ne cadrent plus avec les stratégies nationales.

M. Vázquez déclare également que les employés du Secrétariat font preuve d'un grand enthousiasme parce que l'on entre dans une nouvelle ère de coopération internationale. Selon lui, le CCPM est essentiel à la transparence des activités de la CCE et à ses relations avec la société. Il affirme que les travaux d'aujourd'hui revêtent une grande importance étant donné que l'environnement constitue la plateforme sur laquelle on établira un nouvel ordre mondial. Il conclut en affirmant que cet atelier peut démontrer que l'on est en mesure d'être plus compétitif si l'on saisit les occasions de coopérer à l'égard de questions environnementales.

Allocution d'ouverture du ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique, Juan Rafael Elvira Quesada

M. Elvira commence son allocution en affirmant qu'il est vraiment convaincu que le CCPM a un rôle à jouer, et que les décisions gouvernementales doivent se fonder sur les informations échangées et en tenir compte. Il mentionne que les enjeux sont de plus en plus complexes dans le monde entier et touchent de plus en plus de domaines, et se dit satisfait de voir que l'ordre du jour de cette réunion illustre cette réalité étant donné qu'elle a trait à la compétitivité. Selon lui, la crise économique mondiale constitue une question importante, mais les changements climatiques représentent un sujet des plus difficiles à traiter, car ces changements n'attendront pas que la crise mondiale se termine; ils évoluent et nous devons travailler ensemble. Il explique que l'une des raisons pour lesquelles il pense que l'ordre du jour est bien établi est le fait qu'il montre aux gens

d'affaires et à l'industrie que le développement commercial et le développement durable peuvent aller de pair, et qu'il n'est pas nécessaire de les dissocier. Le développement commercial ne veut pas dire la destruction de l'environnement et la protection de celui-ci ne doit pas susciter de la peur chez les gens d'affaires.

M. Elvira indique que le point sur les transports qui est inscrit à l'ordre du jour intéresse le gouvernement fédéral mexicain, car il a récemment organisé une réunion sur le transport durable à Jalisco. Il mentionne qu'il aimerait que la CCE consacre des travaux à ce domaine, tout en affirmant qu'il est important de connaître l'avis et l'opinion des membres du CCPM à ce sujet. Il ajoute que le Mexique a aussi collaboré avec la CCE dans le cadre du projet sur l'écologisation des chaînes d'approvisionnement, en fonction duquel le gouvernement mexicain a pour objectif de travailler avec un millier de petites et moyennes entreprises (PME) en vue de réduire de 800 000 tonnes les émissions de CO₂ d'ici 2012. En ce qui a trait aux changements climatiques, au cours de la dernière session ordinaire du Conseil tenue à Ottawa, M. Elvira dit avoir mentionné à ses homologues, MM. Johnson et Baird, la possibilité de travailler dans le cadre d'un programme nord-américain d'échange de crédits d'émission de carbone, qu'ils ont accueilli favorablement cette suggestion, mais qu'elle n'a pas encore eue de suite. Il ajoute que les questions politiques dans les trois pays ont constitué un empêchement, et qu'au Mexique, le président Calderon voue ses politiques à l'environnement, par exemple en continuant de favoriser celle prévoyant l'octroi de subventions pour les résidences écologiques.

M. Elvira conclut en mentionnant qu'il porte un grand intérêt aux résultats et aux conclusions de cet atelier, et que son gouvernement a l'intention de travailler avec le CCPM et de continuer à mettre en œuvre des politiques pour l'Amérique du Nord.

PREMIER GROUPE DE DISCUSSION :

Les facteurs favorables et les obstacles à l'amélioration de la performance environnementale

Animatrice : M^{me} Patricia McDonald, membre américain du CCPM

Exposé de M. Tom Lyon, directeur, Erb Institute for Global Sustainable Enterprise

M. Lyon aborde ce qu'il qualifie de vision « moderne » de l'intendance de l'environnement, et mentionne que lorsque le public cherche une solution à un problème environnemental, il s'adresse au gouvernement et celui-ci intervient en édictant une réglementation qui force les entreprises à se conformer à la loi. Alors que les groupes d'intérêt et les entreprises peuvent influencer sur l'arène politique en cours de route, cela aboutit à l'élaboration de politiques publiques dont découlent des règlements qui finissent par donner lieu à des améliorations à l'environnement. Il ajoute que le gouvernement américain précédent ne souhaitait pas vraiment prendre de mesures à l'égard de l'environnement, et lorsque cela se produit, on doit envisager d'autres encouragements à la performance environnementale.

M. Lyon propose sa vision « post-moderne » en fonction de laquelle le gouvernement n'est plus l'élément central de la performance environnementale. Les autres facteurs peuvent comprendre : les consommateurs (demande de produits plus écologiques), les collectivités (p. ex., les collectivités forestières sont capables de gérer leurs propres ressources forestières), les militants (peuvent cibler directement les entreprises s'ils estiment que le gouvernement n'interviendra probablement pas (p. ex., Home Depot et Mitsubishi), les entreprises (peuvent décider de s'autoréglementer avant d'être ciblées) et les pouvoirs publics (en trouvant de nouveaux moyens d'interagir avec les entreprises grâce à la négociation d'accords ou en invitant celles-ci à améliorer leur performance environnementale et à conclure des accords publics sur une base volontaire).

M. Lyon fait état des facteurs qui ont suscité la réduction de la moitié de toutes les émissions toxiques aux États-Unis entre 1989 et 1995. Il indique que malgré l'application de méthodes adéquates, les chercheurs n'ont pas été en mesure de déterminer avec certitude ce qui avait fonctionné dans ce cas-là, mais ont pu raisonnablement conclure que les facteurs de cette réduction d'émissions toxiques ne comprenaient pas seulement une réglementation rigoureuse, mais une combinaison des facteurs suivant : la pression politique et la menace réglementaire (une telle menace de la part de l'EPA a presque certainement donné lieu à la réduction des émissions dans ce cas); la divulgation de renseignements; la pression des ONG, des investisseurs et des médias (elle a incité certaines entreprises à réduire leurs émissions); l'autoréglementation de l'industrie (il est difficile de prouver que le programme de gestion responsable ait eu de l'influence, mais il a pu exercer des pressions sur les non-participants); les programmes gouvernementaux à participation volontaire (le programme 33/50 de l'EPA a contribué modestement à la réduction des émissions chimiques). Il conclut en mentionnant que les chercheurs ne savent pas vraiment ce qui pousse l'industrie à améliorer sa performance environnementale, mais que la menace réglementaire et la divulgation de renseignements peuvent s'avérer les outils les plus puissants dont on dispose.

Exposé de M. Jorge Luis Chavez Zarate, directeur des communications, Meridian 100

M. Chavez Zarate fait état des activités de la société Meridian 100, laquelle s'emploie à aménager des infrastructures logistiques et des zones de libre-échange au Mexique et en Amérique latine. Il précise qu'elle offre des espaces avant-gardistes et des infrastructures durables à des entreprises internationales de logistique (dans les domaines du détail, de la fabrication, de la technologie, de l'automobile et de l'aérospatiale). Il ajoute que d'ici 2020, on estime que 80 % de tous les produits fabriqués dans le monde traverseront les frontières internationales, comparativement à 20 % aujourd'hui. Il indique aussi que la majeure partie du commerce entre le Mexique et les États-Unis a lieu au Texas et que sa société s'attend à une croissance commerciale de 400 % d'ici 2020. Il ajoute que Port Laredo constituera le principal point d'entrée des importations en provenance d'Asie, et que présentement, quelque 12 000 camions traversent la frontière à cet endroit.

Il indique aussi que Meridian 100 cherche à réduire les coûts et les répercussions environnementales à la frontière. Il déclare également que dans les emplacements

exempts de droits de douane où cette société fournit une plateforme logistique, elle a évalué les possibilités d'établir des centrales au biodiesel pour fournir de l'électricité aux entrepôts, et de la chaleur à ceux qui disposent d'un système de chauffage naturel (chauffage souterrain) et qui produisent de l'électricité grâce à un système à énergie cinétique. Il précise que ces bâtiments seront construits en 2009, et que grâce à eux, les camions traverseront en fin de compte plus facilement la frontière et diminueront l'ensemble de leurs répercussions sur l'environnement.

Exposé de M. Denis Leclerc, vice-président, Développement durable et environnement, AbitibiBowater

M. Leclerc mentionne qu'AbitibiBowater est une société de produits forestiers qui possède des établissements aux États-Unis, au Canada, en Europe et en Asie, et qu'elle est la plus importante productrice de papier journal au monde. Il poursuit en affirmant que l'évolution de la situation économique, avec de brusques variations dans les taux de change, un coût plus élevé de l'énergie, une forte concurrence, un accès restreint à des capitaux et des marchés en déclin, a diminué la demande nord-américaine en papier journal, sauf au Mexique où elle est en croissance. Il ajoute que le marché de l'immobilier connaît également un déclin rapide aux États-Unis, et que l'évolution des conditions sociales (fermeture d'entreprises, perte d'emplois, fusions et transformations sans précédent dans l'industrie) ainsi que l'évolution des conditions environnementales (changements climatiques et croissance de la population urbaine) font en sorte que l'opinion publique est de plus en plus influencée par des groupes d'intérêt et les campagnes d'ONG.

Il explique par ailleurs qu'après avoir pris en considération l'évolution des conditions économiques, sociales et environnementales, l'entreprise a décidé d'innover en fondant sa stratégie sur le développement durable et en établissant un plan d'action en fonction duquel elle s'est donné pour objectifs la rentabilité, la durabilité et la responsabilité. Il énumère aussi certaines des mesures qu'elle a prises pour diminuer son empreinte écologique : la recherche de nouveaux moyens d'améliorer l'efficacité énergétique et de se tourner vers l'énergie renouvelable, l'homologation de l'ensemble de ses terres forestières d'ici la fin de l'année, la collaboration avec des organismes partenaires pour diriger et mettre en œuvre de tels programmes, et la mise au point de types de papier innovants et plus écologiques que ceux de ses concurrents. Il précise, en ce qui concerne des ententes avec des intervenants, que l'entreprise en a conclu une cinquantaine avec des peuples autochtones.

M. Leclerc indique aussi que les nouveaux objectifs d'AbitibiBowater en matière d'environnement consistent, en premier lieu, à devenir neutre en carbone, à savoir réduire à zéro ses émissions nettes de gaz à effet de serre (GES), tout en visant en fin de compte à devenir un puits de carbone mondial, à être une source responsable de matières ligneuses (en utilisant de la fibre qui provient entièrement de bois certifié écologique pour fabriquer divers types de papier et de produits ligneux), à offrir des gammes de produits écoefficaces qui aident les clients à atteindre leurs objectifs en matière de durabilité grâce à une bonne gestion de produits, et à prendre en compte l'opinion et les intérêts des

principaux intervenants dans son processus décisionnel. Il conclut en affirmant que le défi à relever à court et long termes consistera à repositionner le secteur forestier dans le contexte des changements climatiques, car il faut créer un cadre propice aux changements.

Questions, réponses et observations

- Toute entreprise dans ce monde a la responsabilité de fournir un meilleur environnement, mais il faut que cela soit réalisable du point de vue de l'économie. À l'avenir, cela deviendra obligatoire. Les techniques permettant d'améliorer la performance environnementale coûtent très cher pour le moment, mais on s'attend à ce qu'elles soient plus abordables.

- Quel a été l'élément moteur pour une entreprise de logistique et de camionnage? S'il s'agissait du prix de l'énergie, quel est maintenant cet élément depuis que le prix du carburant a baissé?

- Réponse : Nous avons la responsabilité sociale de rendre ces bâtiments plus efficaces, étant donné que les clients économiseront de l'argent à long terme. La répartition des entrepôts et l'aménagement de zones de libre-échange constituent une aide au commerce ainsi qu'à l'environnement au bout du compte.

L'élément moteur de la performance environnementale pourrait être ensuite tout simplement le résultat de l'efficacité dans l'ensemble de l'entreprise. Il n'existe aucune force environnementale qui suscite un tel changement.

- Qu'est-ce qui incite une entreprise à diminuer son empreinte de carbone? S'agit-il d'un permis d'émission de carbone, d'un règlement anticipé ou d'une inquiétude à l'égard de sa réputation?

- Réponse : L'un des principaux éléments est le rendement des investissements. Dans le processus décisionnel, nous devons savoir que ce rendement comprend maintenant la responsabilité sociale, l'environnement, un permis d'exploitation, etc. L'objectif consiste à savoir comment accroître notre part de marché. Nous savons tout d'abord que nous sommes sur la bonne voie, ce qui signifie que nous ne sommes pas une cible pour les nouveaux règlements ou les groupes environnementalistes. Nous sommes témoins d'un nouveau mouvement dans lequel les clients et les employés exercent des pressions sur les entreprises.

Le consommateur n'est pas assez renseigné sur les produits chimiques que contient un produit pour prendre une décision rationnelle. L'étiquetage ne serait pas pertinent pour les produits chimiques, mais le serait pour les produits en papier.

- AbitibiBowater se sert de trois sceaux internationaux d'attestation reconnus. Par exemple, elle utilise celui de l'Association canadienne de normalisation (CSA) ainsi qu'un autre sceau pour l'un de ses produits. Une telle attestation ne peut s'utiliser en vase clos, mais plutôt dans un assemblage.

- On constate un changement de mentalité dans certaines entreprises qui visent à réduire leur empreinte de carbone, et ce, parce qu'à l'avenir, elles vont être comparées à d'autres entreprises.
- Par l'entremise d'associations de producteurs de pâtes et papiers, l'entreprise essaie de faire progresser les questions environnementales avec ses concurrents.
- Un plus grand nombre de fournisseurs et d'associations locales de consommateurs pourrait susciter une réduction des émissions de carbone en diminuant les échanges commerciaux. Ce type de réunion pourrait également s'avérer essentiel pour réduire notre empreinte écologique.
- Le transport intermodal peut être plus efficace et permettre ainsi de réduire l'empreinte écologique. Pour le moment, 85 % des marchandises sont transportées par camion, mais le Mexique vise un transport intermodal grâce aux trains.
- La CCE devrait se pencher sur le développement du tourisme et de l'immobilier en tenant compte des changements climatiques.
- Il est nécessaire d'informer les consommateurs sur l'écoétiquetage et de trouver un moyen pour qu'ils prennent connaissance, sur l'étiquette, de toutes les substances que contient un produit.
- Compte tenu de la situation économique, il sera difficile de s'attendre à ce que les consommateurs paient davantage pour un produit écologique. Des sondages montrent qu'ils sont prêts à payer davantage, mais ce n'est pas ce qui se passe en réalité. Pour augmenter la part de marché, nous devons nous servir de l'environnement de façon positive.
- Dans le domaine du transport, la CCE devrait commencer par promouvoir un couloir écologique; par exemple, l'intermodalisme dans le couloir de la North America Super Corridor Coalition.
- Il s'agit d'une importante question environnementale que nous devons régler.

DEUXIÈME GROUPE DE DISCUSSION :

Les facteurs favorables et les obstacles à l'innovation en matière de performance environnementale

Animateur : M. Jean-Guy Dépôt, membre canadien du CCPM

Exposé de M^{me} Catherine Scrimgeour, spécialiste des affaires publiques, Zenn Motor Company

M^{me} Scrimgeour déclare que les consommateurs constituent la force d'entraînement à la mise au point de solutions de rechange en raison de l'augmentation du prix du carburant, des préoccupations que suscite la dépendance au pétrole étranger et de la sensibilisation mondiale aux effets des changements climatiques. Elle ajoute que tous ces facteurs ont contribué à une importante pression des consommateurs pour avoir davantage de choix dans le domaine de l'automobile, et que ce domaine connaît une évolution importante qui l'oblige à s'orienter vers les véhicules électriques. Elle précise que chaque grand constructeur s'emploie à concevoir des véhicules de remplacement, qu'ils soient hybrides ou propulsés à l'électricité ou à l'hydrogène.

Elle explique que la société Zenn Motors vise à devenir un chef de file mondial en ce qui concerne les véhicules qui ne produisent aucune émission. Elle précise qu'elle est située à Toronto, en Ontario, et à St-Jérôme, au Québec, et qu'elle construit des véhicules électriques qui peuvent se déplacer à une vitesse maximale de 40 km/h. Elle précise qu'ils sont conçus pour se déplacer localement ou sur de courts trajets.

M^{me} Scrimgeour déclare que le défi que les constructeurs de tels véhicules doivent relever est la réglementation gouvernementale en vigueur. Elle précise que Transports Canada continue d'affirmer que ces véhicules ne sont pas suffisamment sécuritaires sur n'importe quelle voie publique, et que, jusqu'à présent, il ne les autorise que sur les campus (universitaires) et les bases militaires. Elle ajoute qu'il maintient sa position même si 41 États américains autorisent les véhicules électriques à basse vitesse sur certaines routes où la limite de vitesse est réduite. Elle indique qu'en juillet 2008, le gouvernement du Québec a commencé à les autoriser sur certaines routes à condition qu'ils soient munis d'un triangle orange à l'arrière pour indiquer qu'il s'agit d'un véhicule à basse vitesse, et ce, à l'instar de la Colombie-Britannique.

Elle déclare aussi que la commercialisation de ces véhicules constitue un autre défi, surtout l'information des consommateurs, parce que nombre d'entre eux ne sont pas en mesure de s'y retrouver parmi les différents types de véhicules de remplacement qui leur sont offerts, et plus particulièrement s'ils représentent un choix valable. Elle mentionne que les consommateurs et les gouvernements veulent passer à l'action, mais qu'ils sont indécis et se fient à l'industrie pour prendre l'initiative et les renseigner. Elle ajoute qu'il faut se demander comment favoriser la croissance d'entreprises soucieuses de l'environnement si la réglementation interdit leur expansion.

Elle affirme par ailleurs que la nouvelle technique mise au point par la société EESstor pourrait offrir une solution, car elle éliminerait essentiellement tout argument à l'encontre des véhicules électriques, et ce, parce que la batterie emmagasine autant d'énergie qu'une batterie au lithium, qu'elle pèse la moitié moins que cette dernière, que son temps de recharge est inférieur à dix minutes, et qu'elle offrirait un véhicule réglementaire pour circuler sur les routes à une vitesse éventuelle de 125 km/h. Elle précise que ces véhicules sans émission pourraient diminuer celles de CO₂ de 6,5 tonnes par année.

Exposé de M. Mark Stoler, directeur et conseiller juridique, Environnement, santé et sécurité, General Electric

M. Stoler indique qu'un nouveau projet de croissance durable de la société General Electric, lancé en 2005, comporte des éléments d'écologie, de durabilité et de responsabilité sociale. Il précise qu'il découle principalement du constat que le facteur essentiel de la réussite à long terme de cette société consiste à relever les défis environnementaux des clients dans le monde entier. Il ajoute que le projet Ecoimagination a donné lieu à cinq objectifs : 1) investir dans la recherche relative à la technologie verte, à savoir de multiplier les recherches et atteindre 1,5 milliard de dollars par année d'ici 2010; 2) doubler les recettes des produits homologués « Ecoimagination »; 3) réduire les émissions de GES de 1 % entre 2004 et 2012; 4) réduire de 25 % l'utilisation d'eau entre 2006 et 2012; 5) informer le public et les intervenants (publication d'un rapport annuel sur le projet Ecoimagination) et les faire participer aux activités. Il précise que certains de ces objectifs sont déjà atteints et même dépassés.

M. Stoler mentionne en outre que l'un des défis consiste à ce que les clients connaissent le coût de l'utilisation d'eau et des émissions de carbone étant donné que celui de ces émissions est assez important pour ralentir le processus décisionnel. Il ajoute qu'en compagnie d'ONG et d'autres entreprises, General Electric a établi l'United States Climate Action Partnership, lequel préconise une politique climatique à long terme. Il conclut en indiquant que le projet EcoImagination a donné des résultats, dont les suivants : le perfectionnement de la conception des produits et de l'analyse de leur cycle de vie, l'empressement des chercheurs de l'entreprise à suggérer de nouvelles idées et l'immense fierté que ressentent de nombreux employés à diminuer leur empreinte écologique.

Exposé de M^{me} Dianne Dillon-Ridgley, directrice, Interface Inc.

M^{me} Dillon-Ridgley explique que la société Interface est publique et qu'elle s'est donné pour stratégie de n'avoir aucune empreinte écologique d'ici 2020 en fonction d'une homologation par une tierce partie. Elle précise qu'en 2007, les émissions totales de GES à Interface avaient baissé de 82 % par rapport à 1996, et que l'analyse de rentabilisation de la durabilité s'effectue en réduisant l'empreinte de carbone grâce à l'efficacité des procédés et des produits tout en augmentant les ventes. Elle indique par ailleurs que les sept défis à relever pour escalader le « mont Durabilité » sont les suivants : 1) éliminer toutes les formes de gaspillage; 2) produire seulement des émissions inoffensives; 3) exploiter des installations alimentées par des sources d'énergie renouvelable; 4) boucler la boucle (en repensant les procédés et les produits dans le but d'utiliser des matières récupérées et d'origine biologique); 5) avoir recours à un transport efficace (transporter les gens et les produits en éliminant les déchets et les émissions); 6) sensibiliser les intervenants (en établissant une culture qui intègre les principes de durabilité et améliore la vie et les moyens de subsistance des gens); 7) repenser les affaires (en créant un nouveau modèle commercial qui fait la preuve de la valeur d'un commerce axé sur la durabilité et le soutien). Elle indique que cette stratégie à long terme a pris naissance à l'interne sans être motivée par une réglementation ni par une question d'image, notamment. Elle précise que certains des facteurs qui peuvent motiver une

entreprise comprennent une grande part de marché pour un produit détenu par des intérêts privés et un président-directeur général fondateur qui peut disposer d'une plus grande latitude et de la capacité de forcer le changement (p. ex., la société Johnson).

M^{me} Dillon-Ridgley conclut en affirmant qu'il est possible d'instaurer l'équité à long terme, et qu'étant donné que l'information et la transparence continuent d'augmenter, l'équité et l'égalité des sexes ainsi que l'économie réclameront que nous prenions conscience qu'il n'existe qu'une seule Terre et que nous pouvons, si tel est notre choix, continuer à jouir d'une économie vigoureuse et de moyens de subsistance durables pour chacun d'entre nous.

Questions, réponses et observations

- La réglementation de Transports Canada constitue un obstacle qui ne favorise pas les véhicules à basse vitesse. Si une entreprise dispose de ressources limitées, cela ne lui permet pas de faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils approuvent une nouvelle technique comme celle des véhicules électriques. Toutefois, le gouvernement du Québec a mené ses propres recherches sur ce type de véhicule et a mis sur pied un projet pilote qui permet de les vendre dans cette province.
- Les réseaux conventionnels de mise en marché d'une nouvelle technique ne sont pas efficaces. Nous devons recourir à des marchés à créneaux dans des régions clés et, par exemple, en roulant avec ces véhicules dans les rues et non pas en les exposant dans des salons de l'automobile.
- Le thème de l'équité devrait faire l'objet d'un plus large débat entre les partenaires de la CCE.
- Les programmes de recherche et le processus de planification stratégique du projet EcoImagination ont maintenant une portée à plus long terme. Le défi consiste à diversifier les activités commerciales de General Electric (Universal Studios et les usines utilisant des turbines à gaz) où l'on relève les mêmes émissions.
- L'un des éléments moteurs d'un marché d'énergies renouvelables ne se limite pas à l'amélioration des techniques environnementales, mais à la diminution du coût de l'énergie éolienne et solaire. La solution consiste à s'attaquer aux deux côtés de l'équation, c'est-à-dire les coûts et l'environnement.

M. Dépôt remercie les orateurs et mentionne que la réunion se poursuivra après le déjeuner.

TROISIÈME GROUPE DE DISCUSSION :

De quelle manière la performance environnementale des entreprises influe-t-elle sur leur compétitivité?

Animatrice : M^{me} Nelly Correa, membre mexicain du CCPM

Exposé de M. John Gocek, président-directeur général, Sofame Technologies

M. Gocek indique que la société Sofame Technologies conçoit et fabrique des systèmes de récupération de chaleur et de chauffage à eau chaude à contact direct qui font preuve d'une grande efficacité, et que ses produits brevetés récupèrent jusqu'à 99 % de la chaleur provenant des gaz de combustion et retournent cette énergie sous forme d'eau chaude à haute température ou d'air préchauffé. Il indique qu'en plus de récupérer de façon économique la chaleur qui se dégage des résidus de combustion, le récupérateur aide également les consommateurs à réduire notablement les émissions de GES. L'un de ces systèmes, le Percotherm, est un récupérateur de chaleur à contact direct qui utilise la chaleur résiduelle contenue dans les produits de combustion des chaudières et la transfère dans l'eau froide courante pour produire de l'eau chaude. Il ajoute que, habituellement, le rendement de l'investissement prend d'un à trois ans, et que cette société a notamment réalisé des projets de ce genre à l'École polytechnique et à l'aéroport de Montréal, et dans des hôpitaux.

Il mentionne par ailleurs que malgré la grande réussite qu'elle connaît et les efforts qu'elle déploie en publicité, la société demeure relativement petite et peu connue, mais qu'elle se tourne maintenant vers la réglementation pour pouvoir atteindre plus rapidement le marché. Il précise qu'il est encourageant de voir la tendance réglementaire aux États-Unis, y compris la prochaine loi Leiberman-Warner sur la sécurité du climat (précurseur d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES) et la nouvelle plateforme énergétique proposée par le gouvernement Obama qui encourage l'efficacité énergétique, favorise la réduction de la consommation d'énergie et vise à réduire les émissions de GES de 80 % d'ici 2020.

Il conclut en indiquant que la société Sofame est impatiente de voir l'instauration de ce système de plafonnement et d'échange, car le rendement de l'investissement dans ces produits n'est pas suffisant pour convaincre les entreprises d'investir dans des techniques écologiques; elles résistent vraiment au changement.

Exposé de M. Alejandro Lorea, directeur général, Centro de Estudios del Sector Privado para el Desarrollo Sustentable (Cespedes)

M. Lorea déclare que l'état de l'environnement au Mexique n'est pas satisfaisant et qu'il y a beaucoup de progrès à accomplir. Il ajoute que la crise économique devrait modifier la gestion des risques et offrir ainsi des possibilités. Il déclare également qu'en ce qui concerne les changements climatiques, cette crise environnementale pourrait être profonde et permanente, et que la compétitivité et la durabilité sont guidées par une vision à long terme destinée à instaurer un système (règles, normes, certificats, étiquettes, etc.) qui permettrait au Mexique d'accomplir des progrès. Selon lui, il est important d'établir un cadre institutionnel qui favorise la performance environnementale.

Il déclare également que pour améliorer la compétitivité au Mexique, les stratégies prévoient la réforme du cadre juridique relatif à l'environnement, car ce pays a besoin de

lois, de règlements et de permis afin d'améliorer la performance environnementale dans la réalité et pas simplement sur papier. Il soutient aussi qu'il faut minimiser les coûts causés par le manque d'efficacité du système juridique, et élaborer des stratégies qui donneront lieu à des politiques. Il est également d'avis qu'il faudrait tirer parti du gouvernement fédéral en place au Mexique, car il favorise l'efficacité énergétique dans son plan économique.

Il mentionne aussi qu'au cours des deux dernières années, le gouvernement fédéral a mis de l'avant une stratégie et un programme nationaux sur les changements climatiques, mais que pour arriver à réduire les GES au moyen de mesures d'atténuation, il faut montrer de quelle manière les entreprises peuvent s'adapter aux changements climatiques et maintenir leur réussite à long terme. Il précise que certaines solutions consisteraient à octroyer des subventions et des allègements fiscaux pour la recherche et le développement en matière d'efficacité énergétique (possibilité accrue de réduire les émissions). Il indique aussi que le Mexique a besoin d'améliorer sa performance en matière d'efficacité énergétique, d'utilisation rationnelle des ressources et de contrôle de la pollution, et qu'il doit se tenir à jour par rapport aux autres pays et essayer de trouver de l'aide technique et du financement. M. Lorea déclare aussi que tout comme l'ensemble de l'Amérique du Nord, son pays doit renforcer ces mécanismes et trouver le moyen d'améliorer la performance environnementale, éventuellement par l'entremise de la CCE. Il ajoute que l'absence d'indicateurs de performance empêche le Mexique de faire part d'améliorations dans l'industrie. Il conclut en signalant que ce pays est en train d'élaborer un sous-système d'indicateurs qui pourrait l'aider à dresser un tableau plus général de son environnement.

Exposé de M^{me} Irene Henriques, professeure agrégée, Schulich School of Business, York University

M^{me} Henriques énumère les facteurs qui entravent la performance environnementale, à savoir : les ressources et les capacités (la culture relative à la santé et à la sécurité, le processus de gestion de la qualité, le degré d'engagement des employés, le budget en matière de recherche et de développement dans le domaine de l'environnement); les pressions institutionnelles (pression et influence de la réglementation, fréquence des inspections, et pression du marché, de la société et de la propriété); les méthodes de gestion de l'environnement qui subissent les effets des deux facteurs précédents, à tour de rôle (y compris une politique environnementale, des critères servant à l'évaluation environnementale, des vérifications internes et externes, l'analyse comparative de la performance environnementale, etc.).

Elle indique que dans quatre pays, des entreprises ont fait l'objet d'une enquête au sujet de ces facteurs qui a donné lieu à la compilation de résultats, et précise que le degré de performance d'une entreprise comprend la mesure du rendement commercial, de la rentabilité et de la croissance. Elle ajoute que les résultats de l'enquête montrent que ce sont les ressources et les capacités qui influent le plus sur la gestion de l'environnement et le rendement commercial.

M^{me} Henriques mentionne aussi que l'on a analysé la relation entre les méthodes de gestion de l'environnement et la performance environnementale, et que les entreprises ont commencé à adopter des méthodes écologiques qui leur ont permis d'améliorer rapidement leur performance environnementale (réduction des émissions) à mesure que les activités les plus simples sont réalisées en premier. Elle précise toutefois qu'à un certain point, le rendement des efforts commence à diminuer.

Elle déclare en outre que l'amélioration de la performance environnementale durant les étapes médianes de l'application de méthodes écologiques ralentit et même se détériore, car les intéressés comprennent mal les éléments fondamentaux de la combinaison de plusieurs méthodes. Elle indique qu'il s'agit d'un processus d'apprentissage qui se produit pendant que les entreprises essaient de trouver les meilleurs moyens de combiner ces méthodes afin d'améliorer leur performance environnementale. M^{me} Henriques précise que les innovations administratives ne suffisent pas à elles seules pour obtenir des améliorations continues en matière d'environnement, et qu'il faudrait des innovations techniques pour diminuer la relation curvilinéaire au fil du temps. Elle ajoute que si une entreprise fait de la recherche et du développement, elle s'emploie à réduire les effets des substances chimiques les plus toxiques et investit afin de s'occuper de l'enjeu en matière de santé qui y est associé. Elle conclut en mentionnant que certaines indications montrent que les investissements techniques ont diminué sur place la toxicité des émissions au Canada, mais pas la quantité totale d'émissions.

Questions, réponses et observations

- Pourquoi les entreprises se rendent-elles plus loin que le bas de la courbe d'émissions?
 - Réponse : Peut-être parce qu'elles anticipent un règlement, et comme elles n'évaluent pas les émissions, elles ne savent probablement pas à quel niveau elles sont rendues exactement. Ce serait intéressant de voir si, au fil du temps, elles arrêtent de réduire leurs émissions lorsqu'elles atteignent le bas de la courbe.
- Quelles sont les mesures incitatives visant les PME dans ces temps financièrement difficiles?
 - Réponse : On peut citer par exemple la manière dont la société GTZ a montré que le fait d'intervenir pour réduire la production de déchets constitue un avantage pour les PME. Il n'y a pas besoin d'une réglementation à ce niveau. En outre, le projet de la CCE concernant l'écologisation des chaînes d'approvisionnement, qui favorise le transfert de méthodes de gestion exemplaires, permet d'améliorer la performance environnementale.
- La compétitivité doit tenir compte des questions sociales, environnementales et économiques, et si elle ne réunit pas ces trois éléments, il n'y a pas de durabilité. Il faut s'occuper de la pauvreté au Mexique en implantant une prospérité durable dans les collectivités locales. La société trouve légitime que les entreprises aient besoin de rester en affaires, et nous devons favoriser une culture grâce à laquelle la durabilité et la création d'emplois vont de pair, et ce, en fonction des ressources limitées dont nous

disposons.

- La réglementation suscite-t-elle des obstacles qui empêchent d'adopter la technique de la société Sofame?
 - Réponse : Cette technique nécessite une nouvelle cheminée de plus de 1,20 mètre de haut, ce qui fait que les clients doivent obtenir un nouveau permis à cette fin. Même si le produit est avantageux pour le client, sa perception des risques que peut comporter un changement et l'inertie bureaucratique constituent des obstacles.
- Les sables bitumineux pourraient-ils représenter un très bon débouché commercial pour Sofame?
 - Réponse : Oui, en effet, mais cette entreprise n'en est pas encore là.
- Offre-t-elle une technique équivalente pour les résidences?
 - Réponse : En Amérique du Nord, il est difficile de convaincre les gens de changer leur système pour adopter des chauffe-eau à condensation.
- Ce n'est pas tout le monde qui tire parti de quelque chose qui est à portée de la main. Les gens ne sont pas informés et ils résistent vraiment au changement. Nous devons réfléchir à la manière dont nous instaurons des mesures incitatives, et la CCE pourrait peut-être relever des pratiques exemplaires dans ce domaine.

QUATRIÈME GROUPE DE DISCUSSION :

L'orientation de l'industrie : le secteur des transports

Animateur : M. Benjamin Teitlebaum

Exposé de M. Stephen Blank, professeur invité émérite titulaire de la chaire Ross en relations commerciales et économiques entre le Canada et les États-Unis, Western Washington University, et de

M. Barry Prentice, directeur, Transport Institute, et professeur à l'Asper School of Business, University of Manitoba

MM. Blank et Prentice abordent les défis que représente le fait d'instaurer la durabilité dans les transports en mentionnant qu'elle commence par la *croissance économique* (augmentation de la consommation et multiplication des activités industrielles), ce qui donne lieu à des *incidences en matière de transport* (augmentation du coût des déplacements et de l'urbanisation), qui, à leur tour, ont des *incidences sur l'économie et l'environnement* (émissions, bruit et congestion), qui peuvent ensuite entraver les *services de transport* (facilitation de la circulation de marchandise).

Les mouvements de citoyens dans les couloirs commerciaux du Canada et des États-Unis, et plus récemment au Mexique, essaient de convaincre les entreprises d'installer leurs chaînes d'approvisionnement dans des couloirs déterminés, car cela y apporterait une valeur économique et des avantages environnementaux. Quelque 88 % de la valeur des échanges commerciaux américains avec le Canada et le Mexique se font par la route et

30 % des émissions de CO₂ proviennent du transport par automobile et par camion. Même si le transport routier est devenu plus économe en carburant au cours des dernières années, l'EPA estime qu'il faudra attendre jusqu'en 2030 pour que tous les camions soient équipés d'un moteur « vert » qui serait plus économe en carburant et réduirait les émissions de GES, mais pas celles de particules ou d'oxydes d'azote (NO_x).

Le transport de marchandises contribue grandement à la quantité totale d'émissions de certains polluants, car la pollution provenant d'autres sources est à la baisse (p. ex., les véhicules utilitaires légers et les centrales électriques). Le secteur des transports est un très important producteur de GES et l'une des sources dont la quantité d'émissions augmente le plus rapidement. En l'absence de politiques destinées à réduire les émissions de GES dans ce secteur, on s'attend à ce que celui-ci continue de connaître la croissance la plus rapide d'ici 2030. L'*Energy Information Administration* (Agence d'information sur l'énergie) des États-Unis prévoit une augmentation de 40 % des émissions de CO₂ dans le secteur des transports au cours de cette période.

Dans un proche avenir, on doit s'attendre à une intensification de la circulation des camions, à une augmentation probable de la congestion le long des principaux couloirs de transport, à davantage de retards et à un plus grand nombre de couloirs maritimes, lesquels constituent le mode de transport le plus « propre » et dont la multiplication pourrait donner lieu à une réduction des émissions, mais causerait davantage d'embouteillages près des ports. Les trains provoquent moins de problèmes environnementaux, mais il y en aura davantage.

Il est possible de réduire les émissions grâce à des stratégies d'atténuation. Il faut tout d'abord changer ce qui est transporté, car en rendant les processus de fabrication et d'approvisionnement les plus propres possible, on pourra diminuer les répercussions environnementales des matières transportées. Cela renvoie aux chaînes d'approvisionnement écologiques dans le cadre desquelles les entreprises évaluent et gèrent leurs répercussions sociales et environnementales. La gestion de l'environnement est devenue un élément central de la responsabilité sociale des entreprises à mesure qu'elles cherchent à diminuer la portée de leurs activités sur l'environnement.

En deuxième lieu, nous devons modifier la manière de transporter un produit. Pour réduire les émissions de CO₂, il faut changer la composition de ce qui sort du tuyau d'échappement des véhicules en passant à des carburants de remplacement (p. ex., le carburant diesel à faible teneur en soufre, le méthane, l'hydrogène, le propane et les biocarburants) ainsi qu'à des moteurs plus propres (véhicules hybrides à l'électricité). Il faut également réduire le temps de fonctionnement au ralenti, mettre en place des systèmes d'information afin d'augmenter l'appariement des charges, et autoriser les camions dont la taille et la capacité de chargement sont plus grandes. La gestion de la demande de transport (la tarification pourrait servir d'outil de gestion de la demande; p. ex., des droits de péage) et la mise au point de nouvelles techniques de transport de marchandises (p. ex., des dirigeables) pourraient également permettre de diminuer la circulation et les émissions.

La congestion et les retards sont particulièrement problématiques aux postes-frontières entre le Canada et les États-Unis et entre le Mexique et les États-Unis. Cela a commencé avant le 11 septembre, mais la situation a empiré par la suite, car l'ancien gouvernement américain ne s'est préoccupé que de la sécurité aux frontières. Il faut toutefois se poser la question de savoir si la sécurité doit éclipser l'efficacité, le commerce et la durabilité. En fait, le défi consiste à équilibrer la sécurité aux frontières avec la durabilité.

En troisième lieu, il faut changer la destination de nos produits. Pour diminuer les répercussions environnementales, il faut penser à l'emplacement des usines. Par exemple, l'eau et l'air doivent se trouver à proximité de la source de consommation d'un produit (p. ex., l'importation au Canada de la bière Corona à partir des États-Unis).

Les camions transportent environ 70 % des marchandises alors que les trains n'en transportent que 30 %. Si le transport par train est moins polluant, cela coûterait quand même très cher d'agrandir les infrastructures ferroviaires.

Nous devons également tirer des enseignements d'autres parties du monde. Par exemple, l'Union européenne a annoncé l'instauration d'un programme de transport écologique des marchandises réglementé dans l'ensemble des pays membres, alors qu'en Amérique du Nord une telle réglementation n'est pas courante.

En conclusion, nous devons élaborer une approche systémique et faire attention de ne pas empirer les problèmes. Par exemple, si nous acceptons des camions plus propres, nous devons envisager ce que coûtera la construction d'un plus grand nombre de routes pour l'environnement. Il faut en outre envisager le passage à d'autres modes de transport (davantage d'expéditions par train et à courtes distances par bateau), sans compter la nécessité de modifier les priorités pour tenir compte de préoccupations environnementales dans le commerce (p. ex., l'écologisation des chaînes d'approvisionnement et la modification de la réglementation, tout comme pour le cabotage). Il faut également prendre des mesures incitatives pour faire adopter de nouvelles techniques et s'inspirer de ce qu'ont fait les Européens dans ce domaine. En dernier lieu, nous devons choisir les couloirs de transport où l'on pourra mettre en évidence les changements, notamment en matière de carburants et de protocoles frontaliers, et inciter les dirigeants des couloirs d'échanges commerciaux à être des acteurs de premier plan dans le cadre d'un effort d'envergure en matière d'environnement, notamment les maires et les dirigeants urbains.

Exposé de M. Jorge Luis Chavez Zarate, directeur des communications, Meridian 100

M. Chavez Zarate affirme que le commerce se fait maintenant en fonction de blocs et non de pays, et que la société Meridian 100 se trouve en plein milieu des trois pays nord-américains, là où elle peut facilement rejoindre 75 % des consommateurs aux États-Unis. Il ajoute que des couloirs asiatiques seront établis dans d'autres ports à côté de Long Beach, en Californie, que la Chine augmentera ses investissements en Amérique latine et que l'on assistera à une circulation de marchandises de l'Amérique du Sud vers

l'Amérique du Nord, ce pourquoi le nouveau canal de Panama sera aussi important. Il ajoute que le plan national d'infrastructures au Mexique favorisera le transport ferroviaire intermodal, l'agrandissement des aéroports et la construction de ports et de routes.

Questions, réponses et observations

- Qu'est-ce qui pourrait motiver l'instauration de ce programme de transport pour les chaînes d'approvisionnement?
 - Réponse : La congestion dans les ports et aux postes-frontières a d'importantes répercussions environnementales. Nous sommes maintenant conscients que la mondialisation des chaînes d'approvisionnement a de telles répercussions sur l'environnement, et que, par conséquent, on privilégie maintenant la production locale. Mais le fait que des produits soient fabriqués dans notre cour ne signifie pas qu'ils n'ont pas de répercussions sur l'environnement.
- Que suggérez-vous au sujet des importations d'automobiles bon marché de la Californie vers le Mexique?
 - Réponse : Ces autos sont bon marché, mais elles polluent. Une étude de l'institut Molina montre que cela influera sur la stratégie environnementale qu'adoptera le Mexique.

Un membre du CCPM procède à une récapitulation après avoir fait le tour des groupes de discussion et résumé leurs conclusions.

- Les membres du premier groupe ont examiné les éléments qui favorisent et entravent l'amélioration de la performance environnementale, et ont estimé qu'il existe en effet des obstacles, tels que les entraves institutionnelles (de la part des gouvernements), les lois en vigueur (qui ont une certaine fin, mais qui devraient être révisées). Il peut par exemple s'agir de la nanotechnologie, que les lois n'ont pas soutenue. Il faut en effet appuyer la nouvelle technologie.
- Les membres du deuxième groupe ont examiné les éléments qui favorisent et entravent l'innovation en matière de performance environnementale, et constaté que certaines entreprises l'améliorent sans être visées par une réglementation; elles vont de l'avant parce qu'elles savent qu'il s'agit de la bonne chose à faire et que nous n'avons qu'une planète et disposons de ressources limitées. Ils ont également noté qu'il existe une volonté politique dans les trois pays et que l'avenir semble plus prometteur qu'il n'y a que quelques mois.
- Les membres du troisième groupe ont examiné de quelle manière l'amélioration de la performance environnementale dans les entreprises influait sur leur compétitivité commerciale. Ils ont estimé qu'elles connaissaient des progrès à ce sujet, même au Canada où il n'existe pas de systèmes publics volontaires. Ils ont aussi déterminé qu'elles savent que les changements climatiques constituent un enjeu et qu'ils nécessitent un virage, que de nombreuses entreprises sont en avance dans ce domaine et qu'elles réclament des changements aux pouvoirs publics, et que le consommateur

doit également penser à ces nouvelles possibilités.

- En dernier lieu et en ce qui concerne le secteur du transport, quelqu'un demande si on a réellement besoin d'importer des produits de Chine et si nous ne pourrions pas en produire un grand nombre ici. Il ajoute que le prix de l'essence grimpe et que nous devrions commencer à penser à fabriquer à l'échelon local, à être mis au défi et à penser différemment, à penser mondialement et à agir localement, et à prendre conscience que le statu quo n'est pas une solution.

L'animateur remercie tous les participants et mentionne que l'atelier se poursuivra le lendemain matin.

Mercredi 3 décembre 2008

Exposé de M. Felipe Arrequin Cortés, Comisión Nacional del Agua (Conagua)

M. Arrequin Cortés déclare que la quantité d'eau dont dispose la population mexicaine est faible comparativement à celle des autres pays, et que c'est la raison pour laquelle le gouvernement du Mexique a instauré un programme national relatif à l'eau pour 2007 à 2012. Ce programme comprend les huit objectifs suivants : 1) améliorer la consommation d'eau dans le secteur agricole (77 % de l'eau puisée est destinée à ce secteur); 2) améliorer l'accès à l'eau potable; 3) améliorer le traitement des eaux usées et de l'eau; 4) favoriser une gestion intégrée et durable de l'eau; 5) renforcer la participation des utilisateurs à la prise de décisions; 6) prévenir les risques qui découlent d'un phénomène hydrométéorologique (p. ex., un ouragan); 7) évaluer les effets qu'ont les changements climatiques sur le cycle hydrologique; 8) établir une culture contributive (concernant les lois et l'administration). Dans un proche avenir, les projets comprendront les suivants : la construction de barrages et d'usines de traitement des eaux usées; la promotion de l'économie d'eau en agriculture (le bassin du Río Grande); la préservation des lacs (p. ex., le lac Chapala); la modernisation des systèmes d'irrigation. L'industrie a également beaucoup à faire en ce qui concerne le traitement des eaux usées.

Les changements climatiques constituent l'une des plus grandes menaces, car ils auront des incidences sur le cycle hydrologique (élévation du niveau de la mer, modification des régimes de précipitations et intensification des orages). Les forêts seront également plus vulnérables en raison de leur exploitation illicite. La salinisation des aquifères, qui se produit lorsque la mer avance de 50 kilomètres dans les terres, constitue une autre menace. Le Mexique a accompli quelques progrès dans ce domaine depuis qu'il a commencé à adhérer à tous les accords internationaux et à déclarer les émissions de GES. Le problème résulte du fait que le Mexique dépend de programmes mondiaux et ne travaille pas avec ses propres données, car elles ne sont pas numérisées; il ne peut compter que sur les modèles du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le Mexique s'emploie également à extraire et à mettre à jour ses données.

Certaines stratégies d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements comprennent les suivantes : la protection des zones côtières et de la

population qui vit dans les zones inondables, la promotion d'une utilisation plus efficace de l'eau et la prévention de la déforestation. À l'échelon international, le Mexique et les États-Unis se sont engagés à protéger le Río Grande, ce qui comporte la construction d'usines de dessalement de l'eau et l'amélioration des systèmes d'irrigation.

Les plans de gestion de l'eau doivent tenir compte de la comparaison du prix de l'eau virtuel provenant de différentes sources, à savoir le volume d'eau nécessaire pour fabriquer un produit ou pour fournir un service. Par exemple, il faut 200 litres d'eau pour produire une bouteille de bière, et il est moins coûteux de s'approvisionner en eau à partir des usines de dessalement à Cancún que de l'importer.

Questions, réponses et observations

- Le Mexique fait-il face au problème de devoir réinstaller des conduites d'eau souterraines?
 - Réponse : Les conduites de nombreuses villes ont des fuites qui leur font perdre 36 % de l'eau qu'elles transportent, et il faut élaborer des stratégies pour régler ce problème.
- Quels sont les projets de la Conagua qui pourraient permettre d'améliorer la compétitivité?
 - Réponse : Au Mexique, les municipalités ont la responsabilité de fournir des services aux utilisateurs, et la Conagua leur offre son soutien et des mesures incitatives. Les municipalités paient des droits et cet argent est investi dans les services d'eau et les systèmes d'approvisionnement. Un autre programme facilite la participation du secteur privé.
- Il n'y a pas beaucoup de pays qui connaîtront une pénurie d'eau; elle aura finalement tendance à avoir une valeur économique. Pour ce qui est de l'eau virtuelle, la culture de luzerne dans le désert n'a aucun sens d'un point de vue économique.

Table ronde : Comment peut-on promouvoir un lien favorable entre la performance environnementale et la compétitivité commerciale?

Animateur : M. Carlos Sandoval, membre mexicain du CCPM

Exposé de M^{me} Isabel Studer, directrice, Center for Dialog and Analysis on North America, Monterrey Institute of Technology and Higher Education

M^{me} Studer explique pour quelle raison la compétitivité est un concept relatif et dynamique, en mentionnant, à titre d'exemple, que le Mexique a accompli d'importants progrès en matière de réformes économiques afin de devenir plus compétitif, mais que l'arrivée de la Chine dans le marché, a diminué sa compétitivité. Celle-ci s'avère difficile à mesurer, car il n'existe aucun indicateur établi à cette fin. Elle dépend de la perception des investisseurs d'un pays, d'une région ou d'une entité. Aujourd'hui, ils perçoivent que la Chine est compétitive, ce qui les incite à investir.

Elle énumère ensuite les facteurs qui contribuent à la compétitivité. En premier lieu, il s'agit de donner une valeur aux produits qui s'appuie sur la croissance du marché, la croissance démographique, l'accès aux marchés et l'innovation. En deuxième lieu, il s'agit de la réduction des coûts en fonction de la situation géographique, de la productivité de la main-d'œuvre, du prix international des matières premières, de l'utilisation des ressources naturelles, du régime fiscal, des infrastructures de télécommunication, des services financiers et de la culture. En troisième lieu, il s'agit de contrôler les risques systémiques. La stabilité macroéconomique, institutionnelle et politique constitue un important facteur qui peut donner lieu à une stabilité juridique. Mais tous les facteurs susmentionnés, une fois combinés, peuvent permettre de déterminer si une entreprise ou un pays est compétitif.

Pour élaborer une stratégie en matière de compétitivité, il faut tenir compte du fait qu'il existe un nouveau paradigme économique et qu'il implique des changements fondamentaux. Premièrement, le consommateur devrait être au centre et au début des décisions des entreprises. Deuxièmement, le concept de donner une valeur aux produits doit être réévalué en fonction des besoins des consommateurs. Mais surtout, cette nouvelle économie exige de faibles coûts de transaction, ce qui sous-entend l'intensification de la compétition à l'échelle internationale, avec d'excellentes infrastructures de transport et de communication, et une transformation des relations de travail de telle manière que les travailleurs puissent participer plus activement au processus de production. Le passage d'une économie fondée sur l'agriculture à une économie de services et à une économie de connaissances exige le recours aux concepts de la valorisation des produits et de l'innovation.

Le consommateur est très sensible au développement durable, et les entreprises estiment avantageux d'intégrer des innovations environnementales dans leurs procédés en vue de réduire les coûts et de donner une valeur aux produits. Les changements climatiques offrent aux entreprises des occasions motivantes d'innover et de tirer parti des avantages que procure le fait d'être le premier à agir. On devrait se servir de l'environnement pas seulement comme mesure de réduction, mais aussi comme un avantage concurrentiel. En dernier lieu, dans une économie fondée sur la connaissance, les universités peuvent jouer un rôle fondamental en déterminant les préférences des consommateurs.

Observations de M. Brent Parker, Environnement Canada

M. Parker explique pourquoi les fondements de la compétitivité ont profondément changé en mentionnant que l'industrie accorde maintenant une valeur à la performance environnementale et qu'il ne s'agit plus pour elle d'un coût supplémentaire. On assiste définitivement à une transformation sociale qui illustre les récents changements dans les politiques, et nous entrons dans une « ère de renaissance ». Les principaux acteurs dans le marché se réorientent autour de la durabilité (à savoir, les consommateurs, les entreprises, le milieu de la finance et les pouvoirs publics). Pour les entreprises, la durabilité devient un facteur de valorisation des produits, et de nouveaux paramètres accordent une valeur tangible à la durabilité. En fait, les entreprises réagissent parce qu'il s'agit d'une bonne

décision commerciale.

Pour les pouvoirs publics, les implications sont très grandes. En premier lieu, ils soutiennent le rôle de tous les intervenants grâce à un cadre qui tient compte du fait que les marchés constituent les principaux facteurs de décision et d'innovation. En deuxième lieu, ils pourraient utiliser plus adéquatement les mécanismes d'intervention disponibles. Le recours aux règlements devrait davantage s'orienter sur l'obtention de résultats au lieu d'être normatif, alors que les instruments fiscaux sont sous-utilisés; il faudrait promouvoir l'approvisionnement écologique en encourageant les nouvelles techniques; il faudrait aussi que les marchés soient mieux informés et faire preuve de transparence au sujet de la performance environnementale des entreprises; le public devrait pouvoir accéder aux données sur la conformité aux lois relatives à l'information et à l'environnement. Les marchés de capitaux commencent à prendre en compte les questions liées à l'environnement, à la société et à la gouvernance dans leurs processus d'évaluation (p. ex., au Canada, les portefeuilles de fonds de pension s'appuient sur des politiques tenant compte de la performance environnementale).

Observations de M. Antonio Lloret, ITAM

M. Lloret mentionne que le rapport sur la compétitivité en Amérique du Nord sera présenté à la CCE, et que l'un des secteurs qui en ont fait l'objet est celui des pâtes et papiers. Pour ce secteur, les coûts d'une exploitation forestière durable sont élevés et inabordables, sans compter que la réglementation ne sert pas à ses intérêts. La question est de savoir comment établir des structures institutionnelles qui permettraient à la fois aux entreprises de faire des affaires et d'améliorer leur performance environnementale. Elles pourraient, par exemple, se concentrer sur le contenu écologique d'un produit, ce qui leur donnerait un avantage concurrentiel. Les universités pourraient également jouer un rôle en formulant de nouvelles idées, mais il faudrait adopter un langage et des termes communs pour faire part des connaissances au grand public.

Observations de M^{me} Dianne Dillon-Ridgley, directrice, Interface Inc.

M^{me} Dillon-Ridgley déclare qu'il est important que les consommateurs connaissent le concept de l'eau virtuelle, car ils n'ont aucune idée de la manière dont elle est incorporée dans un produit. À l'avenir, il est possible que l'environnement ne soit plus une question simple, mais une question fondamentale. Si un produit n'a pas un caractère écologique, il n'a plus aucun sens du point de vue économique. Il faudra en effet pouvoir démontrer l'équité d'un produit en fonction des méthodes de travail auxquelles il donne lieu et savoir s'il fait partie des produits de base. Étant donné que l'information est davantage disponible, sa démocratisation et le degré de transparence et d'ouverture constituent des outils essentiels relativement à ces questions d'équité.

Observations de M. Alejandro Loreda, directeur général, Cespedes

M. Loreda déclare qu'il faut se donner un cadre de référence institutionnel pour les produits qui ont des caractéristiques environnementales, afin de les distinguer dans le

marché, par exemple grâce à une étiquette, car cela peut constituer un facteur de compétitivité. Il est également important d'informer les consommateurs pour qu'ils soient le moins possible indécis par rapport aux différentes étiquettes. La gouvernabilité des institutions, l'esprit d'initiative des entreprises et la participation de la société civile constituent des conditions favorables pour apporter des améliorations à la performance environnementale. Toutefois, un cadre juridique institutionnel doit donner aux entreprises la latitude d'améliorer cette performance. Le cadre juridique d'application volontaire au Mexique incite les entreprises à minimiser leurs répercussions sur l'environnement et à utiliser rationnellement les ressources pour améliorer leur performance environnementale.

Observations de M. Tom Lyon, directeur, Erb Institute for Global Sustainable Enterprise

M. Lyon mentionne que les investissements et la compétitivité sont des questions importantes, mais que la Chine est très polluée malgré ses investissements considérables et sa très grande compétitivité. Elle fabrique pour le monde entier, mais pollue son territoire pour concurrencer les autres pays. Il faudrait que l'étiquetage soit plus efficace pour aider ceux-ci à se servir de l'environnement afin d'améliorer leur compétitivité. La CCE pourrait se pencher sur l'efficacité de l'étiquetage en analysant le cycle de vie des produits qui proviennent de tous les pays. Elle pourrait aussi mener des travaux sur l'homologation des programmes de certification et de commerce équitable. La majorité des consommateurs ne choisiront pas les produits en fonction de leurs caractéristiques écologiques. La solution pourrait consister à imposer des barrières tarifaires aux pays qui n'appliquent pas les normes environnementales appropriées.

Observations de M. Barry Prentice, directeur, Transport Institute, et professeur, Asper School of Business, University of Manitoba

M. Prentice affirme que le commerce donne lieu au transport de marchandises, que celui-ci est responsable de 30 % des émissions de GES et que ce chiffre ne cesse d'augmenter. Le transport coûte quelque chose dans un cadre commercial et toute diminution de ses coûts permettra d'améliorer la compétitivité. Le transport et le commerce sont fortement décentralisés. Le transport est très concurrentiel et l'industrie se servira de tout changement qu'elle peut adapter. La CCE pourrait favoriser l'utilisation de leviers tels que l'établissement d'un prix pour les émissions de GES et des droits de péage, et promouvoir des règlements judicieux qui amélioreraient l'efficacité du transport, par exemple le cabotage, sans compter la promotion d'innovations moins polluantes, par exemple les dirigeables, et le soutien à des structures rationnelles favorisant une meilleure information. On devrait également être mieux informés sur ce que l'on peut faire pour réduire les coûts du transport et favoriser l'application de pratiques exemplaires.

Observations de M^{me} Nicole Darnall, professeure, George Mason University

M^{me} Darnall mentionne qu'elle travaille sur un projet de recherche qui a donné lieu à des

entrevues avec des directeurs d'entreprises et des représentants d'associations industrielles au sujet de la compétitivité. Le secteur privé aimerait voir une plus grande collaboration avec les organismes de réglementation, une plus grande souplesse dans cette réglementation (en appliquant des normes de rendement plutôt que des normes techniques), une plus grande harmonisation des règlements afin que les règles du jeu soient équitables, et la promotion et l'application de règlements qui se fondent sur de l'information.

Les marchés sont les principaux facteurs d'innovation, mais manquent de transparence en ce qui a trait à l'information environnementale. Il n'existe pas de moyen valable de recenser les entreprises les plus écologiques ou de faire connaître les moins écologiques, car il est trop difficile d'accéder à l'information. Aux États-Unis, l'Executive Office a cautionné l'approvisionnement écologique, mais il est très difficile à appliquer étant donné que les acheteurs ne savent pas du tout comment identifier les produits qui sont plus écologiques que les autres.

Même si 15 % des consommateurs sont prêts à payer plus cher pour des produits écologiques, et même si 15 % de plus en achetaient s'ils étaient vendus au même prix, ils ont de la difficulté à les identifier. La *Federal Trade Commission* (Commission fédérale du commerce) des États-Unis a déterminé que ces produits constituaient la plus grande source de renseignements erronés, et que le manque d'uniformité de leurs étiquettes peut donner une mauvaise perception de l'entreprise qui les fabrique. Cela encourage en effet la fragmentation des questions environnementales au sein d'une entreprise, mais en rendant publique l'information au sujet des produits, cela inciterait les fabricants à changer leur manière d'agir (comme cela se voit aux États-Unis avec la publication du *Toxics Release Inventory* [Inventaire des rejets toxiques]) et stimulerait l'innovation. Cela doit être réglementé.

Observations de M^{me} Irene Henriques, professeure agrégée, Schulich School of Business, York University

M^{me} Henriques déclare que les entreprises considèrent maintenant l'environnement comme un investissement et non plus comme une dépense. Si l'on transmet les bons messages aux consommateurs au sujet de la tarification (l'internalisation des externalités), ils réagiront positivement. Les ONG de l'environnement préconisent la transparence de l'information environnementale et mettent de l'information compréhensible à la disposition du grand public. La CCE pourrait contribuer à faciliter cette démarche et se servir de la coopération entre les trois pays pour favoriser la concurrence (p. ex., la médiation en vertu du chapitre 11 de l'ALÉNA).

Questions, réponses et observations

- Ce qui est écologique se vend bien, car cela procure un avantage concurrentiel, mais le consommateur manque d'information sur les critères utilisés pour certifier qu'un produit est « vert », c'est-à-dire durable.

- La participation des universités est très importante pour acquérir des connaissances, de même que pour créer un nouveau langage environnemental et se servir de termes que le grand public peut comprendre et utiliser lui aussi.
- Il faudrait que le public puisse prendre connaissance de l'information sur les techniques propres.
- Il faut disposer d'un guide sur les normes d'un marché trinational afin de constituer un réseau de consommateurs.
- L'Association for Chlorine-free Products peut offrir le programme *Six Sins of Green-washing* en anglais et en espagnol. Un autre programme, élaboré par cette association et Terra Choice, instaure un indice de durabilité (p. ex., quelle quantité d'énergie contient une tonne d'un produit ou de GES de manière à pouvoir évaluer individuellement les entreprises).
- La compétitivité est associée à l'état de nos ressources et la population n'est pas au courant du fait que celles-ci sont en train de s'épuiser. On doit adopter un langage pour que les consommateurs sachent distinguer les produits écologiques, et la CCE devrait mener des travaux à ce sujet.
- Le terme « croissance » peut être ou ne pas être une bonne chose, car si la croissance économique est accompagnée par la pollution et la perte d'emplois, on ne devrait peut-être pas la considérer comme une croissance.
- La Chine a fait temporairement des investissements, mais n'a ni innové ni donné de la valeur aux produits. L'information des consommateurs constitue un élément essentiel.
- Il faut parler de compétitivité durable, et l'on peut percevoir le lien entre ces deux termes en recourant à des indicateurs. On doit expliquer clairement en quoi consistent les indicateurs de compétitivité, car ceux qui illustrent le bénéfice net n'illustrent pas forcément la durabilité. La CCE pourrait contribuer à offrir des références pour déterminer si un produit est écologique ou non.
- Lorsqu'on traverse une crise financière, la réglementation ne va pas de pair avec l'environnement. L'innovation et la technologie constituent l'une des réponses.
- La CCE devrait élaborer une politique sur le développement durable analogue à celle du gouvernement du Québec; celle-ci a trait à l'économie, à l'environnement et aux répercussions sur la société.
- On doit soutenir les énergies renouvelables, car l'Amérique du Nord est en retard dans l'adoption de techniques de production de ces énergies.
- Les universités ont les ressources nécessaires pour informer les consommateurs et leur fournir un cadre qui leur permet de prendre des décisions quotidiennes en matière

d'achat. Elles doivent aussi échanger de l'information avec d'autres établissements, la société civile et les gouvernements.

- On ne doit pas attendre que les ONG de l'environnement se rendent au Congrès ou au Sénat pour faire bouger les choses; on doit plutôt se rendre compte qu'elles peuvent aider à améliorer la compétitivité des entreprises.
- La menace des dispositions du chapitre 11 de l'ALÉNA, interdisant par exemple le pesticide 2,4-D, a imposé un « gel réglementaire » au sein des municipalités qui envisageaient d'instaurer des règlements sur les pesticides. Mais il est ironique de voir que cela a eu des effets sur les entreprises vertes et innovantes qui auraient dû normalement être aidées par une réglementation interdisant ces produits. Ce chapitre est un obstacle à leur performance environnementale, et s'il pouvait être rouvert, on peut se demander si la CCE jouerait un rôle plus actif en arbitrant les différends qui ont des implications environnementales dans les trois pays.
- On devrait prendre en compte l'internalisation des coûts environnementaux. La Chine serait moins compétitive si le prix des produits qu'elle fabrique comprenait leurs coûts environnementaux.

Séance de récapitulation

Compte rendu de M. Rafael Martínez Blanco, membre du Comité consultatif national et du Comité consultatif gouvernemental du Mexique

M. Martínez Blanco indique que le Comité consultatif national (CCN) du Mexique a participé activement aux travaux de la CCE et qu'il dispose maintenant d'une représentation régionale. Au cours de la présente année, trente-deux comités consultatifs ont examiné des questions de développement durable à l'échelon fédéral. Ils comprennent des représentants d'universités, de réseaux sociaux, d'ONG et, depuis cette année, de la jeunesse, des Premières nations et des femmes.

Ces comités ont tenu cent trente et une séances ordinaires et ont formé trois cent cinquante conseillers dans des domaines tels que l'élaboration d'indicateurs et la formulation de recommandations. Les membres de ces comités consultatifs ont par ailleurs démocratiquement élu trois représentants régionaux dont le mandat consiste à entretenir des relations permanentes avec les décideurs aux échelons local, régional et étatique. Les comités font des recommandations au CCN à la suite de consultations techniques sur des questions environnementales de compétence fédérale (p. ex., la protection des écosystèmes, de la biodiversité et des ressources forestières, la gestion des bassins hydrographiques, l'égalité des sexes et l'environnement).

Les membres des comités consultatifs estiment important de travailler de concert avec la CCE, de tirer parti de l'expérience de leurs homologues canadiens et américains, et d'échanger des pratiques exemplaires. Ces comités désirent que six de leurs membres siègent à un comité spécial qui pourrait formuler des avis aux ministres de

l'Environnement des trois pays concernant l'établissement de priorités au sujet de questions trinationales (p. ex., les changements climatiques, la compétitivité et l'écologisation des chaînes d'approvisionnement).

Suivi des activités du CCPM et questions administratives

a) Discussion sur un avis éventuel au Conseil en fonction des conclusions de la réunion

Les membres décident de constituer un groupe de travail comprenant un représentant de chaque pays afin de formuler un avis éventuel au Conseil à partir des conclusions de la présente réunion. M^{me} Henriques et MM. Desai et Sandoval se portent volontaires pour en faire partie. L'ébauche de cet avis sera affichée dans le site Web de la CCE pour que le public formule des observations à son égard.

b) Plan opérationnel de la CCE pour 2009

Le Plan opérationnel de la CCE pour 2009 n'est pas encore achevé, et compte tenu de ce retard et des changements au sein des gouvernements canadien et américain, il est nécessaire de trouver un compromis entre le fait de devoir approuver ce plan et d'accorder au public la possibilité de formuler des observations pendant au moins trente jours. Afin de faciliter ce processus, les membres du CCPM conviennent de recommander que l'ébauche du Plan soit affichée dans le site de la CCE du 4 au 15 décembre, après quoi les Parties à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE) pourront l'approuver temporairement. La période accordée à ces observations, sous la gouverne du CCPM, se terminera le 31 janvier 2009, et celui-ci soumettra à l'examen des Parties toutes celles qu'il aura reçues.

c) Élection du président du CCPM pour 2009

Les membres du CCPM ont élu M^{me} Nelly Correa, du Mexique, au poste de présidente, et son mandat débutera le 1^{er} janvier 2009.

d) Discussion sur les priorités du CCPM et les réunions en 2009

La prochaine réunion du CCPM se tiendra au printemps de 2009, au Mexique, et elle portera sur la gestion des bassins hydrographiques. Il est envisagé qu'elle se déroule à Ensenada ou à Chiapas, mais toute suggestion à ce sujet sera la bienvenue. En 2009, la session ordinaire du Conseil se tiendra aux États-Unis, mais la ville n'est pas encore choisie. Dans le cadre de cette session, le CCPM tiendra une réunion sur les changements climatiques.

e) Ébauche d'un avis au Conseil sur le Plan opérationnel de la CCE pour 2009

À la suite d'un examen et de discussions préalables avec le Secrétariat sur l'ébauche du Plan opérationnel de la CCE, le CCPM a formulé un avis au Conseil. Les membres discutent de cet avis et certaines observations donnent lieu à des modifications à y apporter, dont les suivantes :

- La CCE devrait être davantage proactive en montrant de quelle manière ses projets ont des effets sur le terrain, et le Secrétariat devrait rester en relation avec les

participants aux projets après leur achèvement (page 1).

- Il faudrait déplacer de deux paragraphes vers le bas le titre *Information environnementale* (haut de la page 2).
- Le CCPM soutient vivement le projet de cartographie de l'information environnementale, car il offre à la CCE une bonne occasion de multiplier ses partenariats avec d'autres entités (p. ex., les collectivités autochtones qui se fient fortement aux cartes géographiques).
- Le CCPM suggère que la CCE établisse l'année prochaine, en vertu de l'article 13 de l'ANACDE, un rapport sur l'analyse du cycle de vie complet des incidences du transport de marchandises et de personnes en Amérique du Nord, notamment sur le sol, l'eau et l'air. Ce rapport devrait aussi porter sur les incidences positives et négatives en matière économique, sociale et environnementale, sans compter qu'il serait à la fois intéressant et nouveau d'examiner tous ces éléments en fonction des émissions de carbone.
- Pour ce qui est du programme sur le commerce et la viabilité de l'environnement, le CCPM cautionne grandement la manière dont la CCE a analysé ces domaines par le passé, c'est-à-dire de façon très « universitaire ». D'une part, il propose d'appliquer une approche tournée vers l'avenir en analysant les questions environnementales les plus urgentes, par exemple en évaluant les répercussions environnementales du commerce en fonction des changements climatiques anticipés. D'autre part, il suggère d'analyser les répercussions environnementales du commerce de l'énergie. En outre, il estime que, compte tenu des répercussions environnementales éventuelles des changements climatiques, il serait profitable de se pencher sur les effets que l'environnement peut avoir sur le commerce étant donné qu'il s'agit habituellement de l'inverse.
- Le CCPM soutient fortement les projets relatifs à la conservation, notamment celui visant à relever les valeurs écosystémiques (plan de travail sur la biodiversité et le commerce). Toutefois, il est d'avis que la canalisation des forces du marché ne doit pas empêcher de protéger et de conserver l'eau. Compte tenu du fait que l'eau est irremplaçable et qu'elle fait l'objet d'un contentieux, il faudrait viser à instaurer une coopération qui se concentre sur sa conservation et la protection des écosystèmes et non sur la participation des marchés à ces deux activités.
- Cette année, le Conseil a décidé d'aller de l'avant avec un projet visant à examiner l'utilisation des fours à brique au Mexique, car il s'agit d'une question qui a de graves répercussions sur la santé humaine et l'environnement, et qui touche surtout certaines des personnes les plus pauvres. Le CCPM estime que cette question exige une attention immédiate et mérite une analyse de la part du Secrétariat.
- Le CCPM appuie aussi sans réserve le projet sur l'essor du bâtiment écologique et tient à rappeler au Conseil qu'il est important d'apporter un appui permanent à

l'excellent groupe consultatif de ce projet.

- Dans le domaine des polluants et de la santé, l'approche des plans d'action régionaux nord-américains s'est avérée très fructueuse en se fondant sur l'élimination et la réduction des substances chimiques, mais la CCE s'en éloigne en adoptant une approche axée sur la gestion des risques. Le CCPM comprend que cette dernière approche peut être utile, mais recommande de ne pas perdre de vue l'élimination et la réduction de ces substances.
- Le CCPM appuie la tenue de la prochaine tribune sur les politiques publiques relatives à la qualité de l'air.
- Le CCPM est également d'accord avec tous les moyens que la CCE prendra pour améliorer les communications, notamment par l'intermédiaire de son site Web.
- Le CCPM s'est engagé à se pencher sur son réseau d'intéressés afin d'intensifier la diffusion d'informations.
- Le CCPM étudiera sa structure en vue de s'engager à nouveau dans la mise en œuvre du Plan opérationnel.
- Les coquilles que contient l'ébauche de l'avis au Conseil seront corrigées en temps opportun.
- Suggestions : Dans le paragraphe concernant l'article 13 de l'ANACDE, juste avant le mot « environnementaux », il est proposé d'ajouter les mots « écosystémiques » (M^{me} Nelly Correa), « sociaux » (M^{me} Merrell-Ann Phare) et « économiques » (M. Dinker Desai). La phrase doit donc se lire comme suit : « En particulier, il serait très important que les analyses s'intéressent aux effets et aux avantages écosystémiques, sociaux, économiques et environnementaux de la réduction des émissions de carbone [...] ». Cette proposition étant adoptée sans objection, l'avis sera transmis au Conseil.

Questions, réponses et observations

Observations des membres du CCPM

- M^{me} Correa déclare que c'est un honneur pour elle de continuer dans la voie tracée par M^{me} Gardner, et elle remercie les membres de la confiance qu'ils lui témoignent en vue de guider le Comité au cours de la prochaine année.
- M. Alanis-Ortega affirme qu'il est très heureux de commencer un deuxième mandat, et il invite l'assistance à examiner son programme environnemental avec le CCPM.

Observations des membres du public

- Cette réunion est très importante, car la diversité des participants donne l'occasion d'échanger des informations et, plus particulièrement, des points de vue différents.

Nous pouvons avoir des discussions constructives et devrions encourager leur poursuite en examinant ce qui diffère dans nos opinions. Merci aux Mexicains de leur hospitalité et au CCPM d'avoir organisé cette réunion.

- La CCE devrait tenir des réunions et des activités plus près des universités et des autres établissements d'enseignement.
- Le recyclage des déchets électroniques pourrait faire l'objet d'une autre réunion.
- L'année prochaine, on pourrait aborder le sujet de la restauration des écosystèmes étant donné qu'il s'agit d'une question générale qui touche la biodiversité, l'eau et les sols.
- On pourrait également examiner à l'avenir les répercussions du développement sur les collectivités autochtones. Par ailleurs, il existe une région dans laquelle le bassin hydrographique est détérioré. Il s'agit plus précisément de Ciudad Obregón, dans le bassin du Río Yaqui, où il serait intéressant que le CCPM se réunisse l'an prochain.

Avant de lever la séance, la présidente du CCPM remercie le public, le personnel du Secrétariat, la chargée de liaison du CCPM, le gestionnaire du programme relatif au commerce et à la viabilité de l'environnement, ainsi que les interprètes.